

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

De l'amnésie à l'oubli

À plusieurs reprises nous avons interpellé le maire sur sa façon de pratiquer la démocratie en ce début de mandat. Les derniers exemples récents viennent conforter cette déplorable attitude qui consiste soit à faire parvenir les « invitations » très tardivement, soit plus radicalement à omettre celles-ci.

Pas d'invitation pour la journée internationale contre l'homophobie. Pas mieux pour la réunion de présentation aux habitants du pôle d'échange multimodal de la Poya dans le cadre du projet des portes du Vercors sur lequel nous n'avons aucune information. Rien non plus sur les ateliers.

En outre, les habitant-es sont les grands oubliés de cette soi-disante concertation voulue par le maire. Une petite douzaine d'habitants présents pour près de 25 « institutionnels » : élus et techniciens SMMAG, METRO, Ville. Mais étaient-ils véritablement invités ?

Ces absences d'informations et omissions programmées sont la marque de fabrique du maire et de cette nouvelle majorité et du rapport qu'ils entretiennent avec les élus d'opposition et la population. Et là où ça pique vraiment c'est lorsque apparaît, en sus, une forme « d'amnésie ». La totalité des hommages faits sur notre commune à celles et ceux qui ont porté haut les valeurs de la résistance : Jean BOCQ, POLOTTI, LE-NOIR, Paul VALLIER sont abandonnés sous prétexte de tout regrouper lors de la commémoration de la mort de Jean MOULIN. Sans concertation avec nous ni, a priori, avec les associations d'anciens combattants et les familles.

Cette attitude n'efface pas l'histoire de l'humanité mais la notre. Celle de notre commune et de ses habitants. Éteindre peu à peu la mémoire et l'âme de la résistance Fontainoise, une première depuis la libération, c'est aussi renier cette obligation morale et politique qui se doit d'être présente chez les élus de la République.

On ne badine avec le devoir de mémoire. À l'évidence la majorité et son maire viennent de faire un pas de côté. Attention de l'amnésie à l'oubli le fil est tenu. Passant souviens toi.

Jean-Paul Trovero (PC), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)

Oser à Fontaine

Nous attendons plus qu'une photo

À l'occasion de la marche des Fiertés cet hiver, nous avons déposé en Conseil Municipal un vœu pour engager la ville dans la lutte contre les discriminations LGBTQIA, avec, entre autres, la proposition d'arborer le drapeau arc-en-ciel le 7 novembre mais aussi le 17 mai 2021 lors de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Malgré le refus de ce vœu, notre groupe Oser à Fontaine avait porté haut ce drapeau en signe d'engagement et de soutien, devant la mairie.

Depuis, un groupe de travail a été formé auquel notre groupe a contribué avec des propositions concrètes issues de notre travail municipal. Il s'est réuni une fois pour l'instant et n'a pas encore débouché sur des actions concrètes, hormis la banderole affichée ce 17 mai 2021 sur un des murs de La Source.

Même si nous sommes satisfaits qu'une initiative ait pu avoir lieu, nous déplorons que notre groupe politique, à l'origine de ce geste, n'ait été ni remercié ni même invité en tant que tel (seulement notre représentante au groupe de travail). C'est un manque d'honnêteté intellectuelle.

Pire, c'est une tentative de récupération qui n'est pas à la hauteur de cette lutte pour les droits LGBTQIA : un combat pour la paix.

De plus, aucun discours n'a accompagné la photo officielle devant la banderole arc-en-ciel. Aucune proposition concrète n'a été faite par Monsieur Le Maire.

Nous voulons plus que de l'affichage : être présent.e.s aux côtés de celles et ceux qui sont victimes de discriminations, qui se cachent de peur d'être injurié.e, rejeté.e, violenté.e, par un.e passant.e dans la rue, par un.e anonyme sur internet, par un.e ami.e ou un.e parent.e. Accompagner tou.te.s celles et ceux qui doivent nier leur orientation sexuelle ou leur identité de genre pour vivre et parfois survivre, mais aussi des mesures engageant un vrai changement.

C'est un combat qui se doit d'être collectif, c'était là notre proposition.

Domage qu'elle n'ait pas reçu la réponse qu'elle mérite.

Sophie Romera (LFI), présidente

Jérôme Dutroncy (PG),
Camille Montmasson (EELV)